



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIPOLYANE

ZI du Clos Marquet
BP 188
42400 Saint-Chamond

Références : UiD4243-DSSP-024-0256

Code AIOT : 0006105053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement AGRIPOLYANE implanté ZI du Clos Marquet - 42400 Saint-Chamond. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a comme objectif de faire un point de situation avec l'exploitant suite aux modifications apportées aux conditions d'exploitation de son installation et pour lesquelles deux porteurs à connaissance ont été transmis au service de l'inspection des ICPE en 2019 et 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIPOLYANE
- ZI du Clos Marquet - 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006105053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Depuis 1964, l'entreprise Agripolyane produit des films plastiques destinés aux secteurs de l'agriculture, du bâtiment et de l'industrie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Étude des effets thermiques - Rubrique 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande d'action corrective	3 mois
3	Besoin en eaux et confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 1 et 24 et 26 bis et Arrêté Préfectoral du 31/05/2005 article 4.8.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Surveillances des COV et des poussières dans rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 70-VII et 27-7 et 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées aux conditions d'exploitation du site	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a **modifié les conditions d'exploitation** de son site. Les informations transmises par le biais de deux porters à connaissance et vérifiées lors de cette présente visite d'inspection permettent de statuer sur le **caractère non substantiel de ces modifications**.

Ces dernières portent sur le remplacement de 3 extrudeuses et de la machine de régénération des rebuts de fabrication. Les équipements nouveaux n'impliquent pas d'augmentation de volume d'activité, ni d'extension géographique. La place libérée par le démantèlement des 3 extrudeuses permet de repenser la réorganisation des stocks dans les zones de stockage et de production (matière première, granulés plastiques, emballages, Poly-Ethylène PE régénéré...).

Demande 1 :

Sous 3 mois :

L'incendie étant le principal enjeu des modifications mises en œuvre, l'exploitant, réalisera de **nouvelles modélisations FLUMILOG**, afin **d'étudier les différentes configurations possibles des stockages** et **en prenant en compte les ouvertures en place dans deux des trois murs coupe-feu les rendant en partie inefficaces**.

Les effets thermiques seront réévalués, et en cas d'effets thermiques supérieurs à 5 kW/m² et 8 kW/m² et sortant du périmètre du site, l'exploitant proposera un autre agencement de ses stockages ou un renforcement des moyens de lutte contre l'incendie pour les zones concernées.

Demande 2 :

Sous 6 mois :

L'exploitant **prendra attache auprès du SDIS** afin que ces derniers **vérifient**, que **les moyens de secours mobilisables restent suffisants** sur le site avec la prise en compte :

- de la configuration et la non complétude des murs coupe-feu,
- de la disposition des différents stockages **retenue** suite aux nouvelles modélisations Flumilog,
- du dispositif de sprinklage projeté.

Les besoins en eaux d'extinction seront ainsi recalculés.

Au vu de ces besoins réévalués, l'exploitant **indiquera les moyens et dispositifs** qu'il mettra en place pour **limiter les risques de pollution accidentelle des eaux** en cas d'incendie.

Demande 3 :

Sous 3 mois :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser **une nouvelle campagne de mesures de COV non méthanique et de poussières sur les rejets atmosphériques** des 3 extrudeuses actuellement en fonctionnement et de transmettre aux services de l'inspection, les résultats commentés dès leur réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées aux conditions d'exploitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, PAC
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Les modifications d'exploitation du site décrites dans les deux porters à connaissance de 2019 et 2023 ne sont pas considérées comme substantielles au titre de l'article L181-14 du code de l'environnement. Les modifications portent :

<ul style="list-style-type: none"> - sur le remplacement de 3 extrudeuses par une seule et nouvelle machine, et le remplacement de la machine de régénération des rebuts de fabrication, - sur la réorganisation des zones de stockage et de production du fait de la place libérée par le démantèlement des 3 extrudeuses E05, E06 et E07. - les équipements nouveaux n'impliquent pas d'augmentation du volume d'activité (en T/J) ni d'extension géographique. <p>L'évolution de la nomenclature des ICPE en 2021 implique un nouveau classement pour la rubrique 1510. Initialement classé au régime de la déclaration dans l'AP du 31 mai 2005, la rubrique passe au régime de l'enregistrement. Ce changement de régime ne constitue pas une modification substantielle. Les installations du site étant régulièrement mises en service à la date d'entrée en vigueur du décret 2020-1169 relatif à la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit acquis pour la rubrique 1510.</p> <p>Par ce rapport, le service de l'inspection prend acte de ces modifications. Il ne sera pas produit d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étude des effets thermiques - Rubrique 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Flumilog
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une étude FLUMILOG est incluse dans chacun des deux PAC de 2019 et 2023.</p> <p>Les modélisations de flux thermiques sont réalisées dans le PAC 2019 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage de matière première (et matières recyclées) à l'intérieur du bâtiment, 4 îlots, - le stockage des emballages, à l'intérieur du bâtiment, 65 îlots, - le stockage Conditionnement, Expédition (PE), 40 îlots, - le stockage extérieur en partie Nord du site, 30 îlots. <p>Trois autres modélisations sont réalisées dans le PAC 2023 pour 3 stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage de matière première à l'Ouest, 4 îlots, - le stockage de matière première au Sud-Ouest, 1 îlot, - le stockage d'emballage au Sud-Ouest, 8 îlots.

Les effets thermiques 5 kW/m² et 8 kW/m² pour ces deux derniers stockages ne sont pas contenus au sein des limites de propriété.

L'inspection constate que les modifications des conditions d'exploitation et la réorganisation des stockages de matières premières, d'emballages et de production à l'intérieur des bâtiments n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle modélisation.

Les modélisations fournies dans le PAC 2013 et reproduites dans le PAC 2019 ne correspondent pas à la configuration effective des stockages.

Les modélisations fournies dans le PAC 2013 et reproduites dans le PAC 2019 ne prennent pas en compte la non-intégrité de deux des trois murs coupe-feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1:

L'exploitant, sous 3 mois, réalisera de **nouvelles modélisations FLUMILOG**, afin d'étudier les différentes configurations possibles des stockages (matière première, granulés plastiques, emballages, Poly-Ethylène PE régénéré...) en prenant en compte les ouvertures en place dans deux des trois murs coupe-feu.

Les effets thermiques seront réévalués, et en cas d'effets thermiques supérieurs à 5 kW/m² et 8 kW/m² et sortant du périmètre du site, l'exploitant proposera un autre agencement de ses stockages ou un renforcement des moyens de lutte contre l'incendie pour les zones concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Besoin en eaux et confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Références réglementaires :

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 et 24 et 26 bis

Arrêté Préfectoral du 31/05/2005 article 4.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie.

Prescriptions contrôlées :

Article 1 Arrêté Ministériel du 04/10/2010

« Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Article 24 Arrêté Ministériel du 04/10/2010

Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux **installations autorisées après le 3 mars 1999.**

[...]

Les dispositions des articles 25, 26 et 27 sont par ailleurs applicables aux modifications concernant l'ensemble des installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date, lorsque ces modifications nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. **Les dispositions de l'article 26 bis ne sont pas applicables.**

Article 26 bis Arrêté Ministériel du 04/10/2010

Les mesures sont prises **pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.** Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]

Article 4.8.1 Arrêté Préfectoral du 31/05/2005

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations **pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux** ou des sols.

Constats :

Données issues des deux porters à connaissance de 2019 et 2023 :

Le besoin en eau d'extinction d'incendie s'élève à 360m³/h.

Le volume d'eau d'extinction d'incendie à confiner est de 1 100 m³.

"Deux des trois murs coupe-feu ne le sont pas jusqu'au bout. De ce fait, d'après le guide D9 de juin 2020 du CNPP, le caractère coupe-feu n'est pas correctement assuré et ne permet donc pas la division en surfaces de références distinctes". (p81 PAC 2023) ;

"Le calcul D9 ayant été validé par le SDIS en 2019 et compte tenu de l'antériorité du site, il peut être repris en considérant le bon cloisonnement de ces parois. L'exploitant peut alors envisager la prolongation des murs coupe-feu incomplets."(p82 PAC 2023).

L'exploitant a indiqué :

- ne pas avoir comme projet de prolonger les deux murs coupe-feu, qui effectivement ont fait l'objet d'aménagements avec ouvertures pour pouvoir installer des équipements,

- ne pas avoir en sa possession la validation du SDIS du calcul des besoins en eaux d'extinction déterminés par le bureau d'étude en 2019 et repris à l'identique en 2023,

- que le dispositif de sprinklage devrait être totalement remis à neuf, et qu'il est en attente de la signature de devis par sa direction pour pouvoir engager les travaux.

L'inspection a constaté :

- que le caractère coupe feu n'est effectivement pas assuré sur toute la longueur des murs coupe-feu, ce qui implique la **sous-estimation des besoins en eau d'extinction** ainsi que **l'invalidation des modélisations des flux thermiques** (voir constat précédent),
- le calcul des besoins en eau d'extinction doit également en compte le projet de renouvellement du dispositif de sprinklage.

L'inspection indique :

- du fait de son antériorité, **le site n'est pas soumis aux dispositions** de l'article 26 bis relatives aux mesures **pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre**, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.
- **pour autant**, l'article 4.8.1 dans l'arrêté d'autorisation du 31 mai 2025, prescrit à l'exploitant de **prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux** et des sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 :

L'exploitant **prendra attache auprès du SDIS** afin que ces derniers **vérifient**, sous 6 mois, que **les moyens de secours mobilisables restent suffisants** sur le site avec la prise en compte :

- de la configuration et la non complétude des murs coupe-feu,
- de la disposition des différents stockages retenue suite aux modélisations Flumilog,
- du dispositif de sprinklage projeté.

Les besoins en eaux d'extinction seront ainsi recalculés.

Au vu de ces besoins réévalués, l'exploitant **indiquera les moyens et dispositifs** qu'il mettra en place pour assurer **limiter les risques de pollution accidentelle des eaux** en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Surveillances des COV et des poussières dans rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 70-VII et 27-7 et 27
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillances des COV et des poussières dans rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 70 VII. Les dispositions relatives aux rejets de COV du 7° de l'article 27, de l'article 28-1, des 19° à 36° de l'article 30 et du 7° de l'article 59 sont applicables : - aux installations autorisées après le 31 décembre 2000, dès leur mise en service, et [...] Article 27 7 - Composés organiques volatils a) <u>Rejet total</u> de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h , la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m3 . L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m3 ou 50 mg/m3 si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) : NOx (1) (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ; CH4 : 50 mg/m3 ; CO : 100 mg/m3. Article 27 - Poussières totales Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h , la valeur limite de concentration est de 100 mg/m3 . Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m3.
Constats : Des mesures de carbone organique volatil non méthaniques (COVNM) et de poussières ont été réalisées en 2018 sur les 5 extrudeuses en fonctionnement. Les valeurs mesurées en COVNM varient de 9,6 à 83 mg/Nm3, pour des flux de 5 à 108 g/h et sont en dessous des valeurs limites d'émissions de 110 mg/Nm3. Les valeurs mesurées en poussières varient de 0 à 0,6 mg/Nm3, pour des flux inférieurs à 1 g/h et sont en dessous des valeurs limites d'émissions de 100 mg/Nm3. Depuis 2018, trois extrudeuses ont été supprimées (N° 5, N° 6 et N° 7), une nouvelle mise en fonctionnement (D650) en 2023. L'arrêté préfectoral du 31 mai 2005 ne prévoit pas explicitement de périodicité de mesure ni de valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser sous 3 mois, une nouvelle campagne de

mesures de COV non méthanique et de poussières sur les rejets atmosphériques des 3 extrudeuses actuellement en fonctionnement.

En fonction des résultats, les services de l'inspection statueront sur la périodicité des mesures à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois